

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et du Plan détermine le montant des indemnités auxquelles les experts et les membres de la Commission étrangers à l'administration ont droit.

Le remboursement des frais de parcours et les indemnités dues aux experts et aux membres de la Commission étrangers à l'administration sont à charge du budget du Département dudit Ministre.

**Art. 7.** Pour chaque requête en conciliation introduite, la commission, après avoir entendu le requérant, au besoin assisté de son Conseil, et avoir effectué toutes les investigations utiles, émet une proposition de conciliation contenant un état complet du dossier et signée par le président et les membres de la commission.

La proposition de conciliation est soumise à la signature du requérant qui indique s'il accepte ou non la proposition.

En cas d'acceptation de la proposition par le requérant, celle-ci est transmise au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et du Plan et au Ministre de la Défense nationale. La décision d'entérinement de la proposition est prise par le Ministre de la Défense nationale.

**Art. 8.** Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et du Plan et Notre Ministre de la Défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 octobre 1991.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Affaires économiques et du Plan,

**W. CLAES**

Le Ministre de la Défense nationale,

**G. COËME**

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
ET MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 91 — 3622

**15 OCTOBRE 1991.** — Arrêté royal déterminant les matières relatives à l'organisation et à l'administration de la gendarmerie pour lesquelles le Ministre de l'Intérieur demande un avis ou informe le Ministre de la Justice et déterminant les désignations des autorités de gendarmerie devant être portées à la connaissance des autorités judiciaires

**BAUDOIN, Roi des Belges,**

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, notamment l'article 2bis, inséré par l'article 2 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie et la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie et portant démilitarisation de la gendarmerie;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié en dernier lieu par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose de déterminer au plus vite les matières pour lesquelles le Ministre de l'Intérieur, en exécution de l'article 2bis § 4, de la loi du 18 juillet 1991 précitée, demande un avis ou informe le Ministre de la Justice, afin de pouvoir dès à présent en tenir compte lors de l'élaboration de projets qui doivent entrer en vigueur après le 1<sup>er</sup> janvier 1992;

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken en het Plan bepaalt het bedrag van de vergoeding waarop de deskundigen en de leden van de commissie die geen deel uitmaken van de administratie recht hebben.

De terugbetaling van de reiskosten en de vergoedingen verschuldigd aan de deskundigen en leden van de commissie die geen deel uitmaken van de administratie zijn ten laste van de begroting van het Departement van voormelde Minister.

**Art. 7.** Voor elk ingediend verzoek tot verzoening brengt de commissie, na de eiser, zo nodig bijgestaan door zijn raadsman, te hebben gehoord, en alle nuttige onderzoeken te hebben verricht, een voorstel van verzoening uit dat een volledige stand van het dossier bevat en dat is ondertekend door de voorzitter en de leden van de commissie.

Het voorstel tot verzoening wordt ter ondertekening voorgelegd aan de eiser die aangeeft of hij al dan niet het voorstel aanvaardt.

Ingeval het voorstel door de eiser wordt aanvaard, wordt het doorgestuurd naar de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken en het Plan en naar de Minister van Landsverdediging. De beslissing tot bekrachtiging van het voorstel wordt genomen door de Minister van Landsverdediging.

**Art. 8.** Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken en het Plan en Onze Minister van Landsverdediging zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 oktober 1991.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Economische Zaken en het Plan,

**W. CLAES**

De Minister van Landsverdediging,

**G. COËME**

**MINISTERIE VAN JUSTITIE  
EN MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN OPENBAAR AMBT**

N. 91 — 3622

**15 OKTOBER 1991.** — Koninklijk besluit tot bepaling van de aangelegenheden inzake de organisatie en het bestuur van de rijkswacht waarover de Minister van Binnenlandse Zaken de Minister van Justitie om advies verzoekt of inlicht en tot bepaling van de aanwijzingen van de rijkswachtoverheden die de gerechtelijke overheden ter kennis moeten worden gebracht

**BOUDEWIJN, Koning der Belgen,**

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, inzonderheid op artikel 2bis, ingevoegd door artikel 2 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht en van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht en houdende demilitarisering van de rijkswacht;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, laatst gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is zo snel mogelijk de aangelegenheden te bepalen waarover de Minister van Binnenlandse Zaken de Minister van Justitie, in uitvoering van artikel 2bis, § 4, van voormelde wet van 18 juli 1991, om advies verzoekt of inlicht, opdat er nu reeds mee rekening zou kunnen worden gehouden bij de opstelling van ontwerpen die na 1 januari 1992 in werking moeten treden;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** En exécution de l'article 2bis, §§ 1<sup>er</sup> et 4, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, inséré par l'article 2 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie et la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie et portant démantèlement de la gendarmerie, l'avis du Ministre de la Justice est requis pour :

1<sup>o</sup> tout projet d'arrêté réglementaire relatif :

a) à l'exécution de l'article 9, alinéa 2, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie;

b) au service intérieur de la gendarmerie;

c) à la commission d'appel en matière de qualités morales des candidats à l'admission à la gendarmerie et des élèves des écoles de gendarmerie;

d) aux primes, allocations et indemnités spécifiques attribuées pour une mission exécutée sous son autorité;

2<sup>o</sup> les circulaires et directives édictées ou approuvées par le Ministre de l'Intérieur relatives aux marchés publics passés par la gendarmerie et à la gestion budgétaire, comptable et financière de la gendarmerie;

3<sup>o</sup> les décisions du Ministre de l'Intérieur relatives à l'administration générale de la gendarmerie, qui ont une influence directe sur l'exécution des missions pour lesquelles ce corps est placé sous son autorité et qui ne sont visées ni par l'article 2bis de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, ni par les points 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

Le Ministre de la Justice donne son avis dans le délai fixé par le Ministre de l'Intérieur, ce délai ne pouvant être inférieur à vingt jours ouvrables.

En cas d'urgence motivée, ce délai peut être ramené à cinq jours ouvrables.

Passé ces délais, l'avis est réputé favorable. L'avis défavorable est motivé.

**Art. 2.** En exécution de l'article 2bis, §§ 1<sup>er</sup> et 4, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, inséré par l'article 2 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie et la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie et portant démantèlement de la gendarmerie, le Ministre de l'Intérieur informe au préalable le Ministre de la Justice, sauf urgence :

1<sup>o</sup> de tout projet d'arrêté réglementaire relatif à la gendarmerie qui n'est pas visé par l'article 2bis, §§ 2 et 3 de la loi du 2 décembre 1957, ni par l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>;

2<sup>o</sup> des adaptations aux plans pluriannuels des investissements;

3<sup>o</sup> pour autant qu'elles soient soumises à l'approbation du Ministre de l'Intérieur, des spécifications techniques, à savoir le cahier spécial des charges, et des attributions des marchés publics relatifs à de l'équipement qui peuvent avoir une influence directe sur l'exécution des missions pour lesquelles la gendarmerie est placée sous l'autorité du Ministre de la Justice.

**Art. 3.** Le premier président de la cour militaire, le premier président de la cour d'appel territorialement compétent, l'auditeur général près de la cour militaire, ainsi que le procureur général territorialement compétent sont, sauf urgence, informés un mois à l'avance de la désignation des commandants de région, de groupe territorial, de district, de détachement judiciaire et de brigade de surveillance et de recherches.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

**Art. 5.** Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 octobre 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBBACK

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In uitvoering van artikel 2bis, §§ 1 en 4, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, ingevoegd door artikel 2 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht en van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht en houdende demilitarisering van de rijkswacht, is het advies van de Minister van Justitie vereist voor :

1<sup>o</sup> elk ontwerp van reglementair besluit betreffende :

a) de uitvoering van artikel 9, tweede lid, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht;

b) de inwendige dienst van de rijkswacht;

c) de commissie van beroep inzake morele hoedanigheden van de kandidaten voor toelating tot de rijkswacht en van de leerlingen van de scholen van de rijkswacht;

d) de specifieke premies, toelagen en vergoedingen toegekend voor een opdracht uitgevoerd onder zijn gezag;

2<sup>o</sup> de omzendbrieven en richtlijnen uitgevaardigd of goedgekeurd door de Minister van Binnenlandse Zaken betreffende de overheidsopdrachten verricht door de rijkswacht en het budgettair, rekenplichtig en financieel beheer van de rijkswacht;

3<sup>o</sup> de beslissingen van de Minister van Binnenlandse Zaken inzake het algemeen bestuur van de rijkswacht die de uitvoering van de opdrachten waarvoor dit korps onder zijn gezag staat, rechtstreeks beïnvloeden en die niet beoogd worden door artikel 2bis van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, noch door de punten 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>.

De Minister van Justitie verstrekt zijn advies binnen de termijn bepaald door de Minister van Binnenlandse Zaken. Deze termijn mag niet minder dan twintig werkdagen bedragen.

In geval van gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan deze termijn tot vijf werkdagen beperkt worden.

Wanneer deze termijnen eenmaal zijn verstreken, wordt het advies geacht gunstig te zijn. Het ongunstig advies wordt met redenen omkleed.

**Art. 2.** In uitvoering van artikel 2bis, §§ 1 en 4, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, ingevoegd door artikel 2 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht en van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht en houdende demilitarisering van de rijkswacht, licht de Minister van Binnenlandse Zaken de Minister van Justitie, behoudens dringende noodzakelijkheid, vooraf in over :

1<sup>o</sup> elk ontwerp van reglementair besluit betreffende de rijkswacht dat niet beoogd wordt door artikel 2bis, §§ 2 en 3, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, noch door artikel 1, 1<sup>o</sup>;

2<sup>o</sup> de aanpassingen van de meerjarenplannen der investeringen;

3<sup>o</sup> voor zover zij onderworpen zijn aan de goedkeuring van de Minister van Binnenlandse Zaken, de technische specificaties, met name het bijzonder bestek, en de toewijzing van de overheidsopdrachten inzake uitrusting die de uitvoering van de opdrachten waarvoor de rijkswacht onder het gezag staat van de Minister van Justitie, rechtstreeks kunnen beïnvloeden.

**Art. 3.** De eerste voorzitter van het militair gerechtshof, de territoriaal bevoegde eerste voorzitter van het hof van beroep, de auditeur-generaal bij het militair gerechtshof, alsook de territoriaal bevoegde procureur-generaal worden, behoudens dringende noodzakelijkheid, een maand vooraf ingelicht over de aanwijzing van de gebieds-, de territoriale groeps-, de districtscommandanten, de commandanten van de gerechtelijke detachementen en van de bewakings- en opsporingsbrigades.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

**Art. 5.** Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 oktober 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK